



Il faut de toute urgence requalifier la situation sécuritaire dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, pour que suivent le plus rapidement des mesures adaptées à la menace.

Fasse le ciel que le président Paul Biya, chef de l'Etat, chef des armées, se convainque enfin de cette vérité qui peine à sortir du puits depuis le début de la crise dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Asavoir que l'escalade de violence actuelle atteste à suffisance que ce qui se passe aujourd'hui dans ces deux régions est une agression milicienne de grande ampleur perpétrée par des groupes terroristes qui bénéficient à la fois du soutien de l'élite politique desdites régions et d'autres groupes terroristes étrangers. Malheureusement, au nom du sacro-saint concept de défense au Cameroun, essentiellement basé sur la défense populaire qui a pour constance le lien granitique entre l'armée et la Nation, l'on s'est berné, dans les strates les plus sensibles de l'appareil d'Etat, à croire que notre armée avait affaire à des simples bandes armées incontrôlées qui agissent de façon inorganisée et indépendante. A tout le moins, on a longuement passé le temps à le faire croire au président Paul Biya. Un peu comme ces médecins de Molière qui ignoraient délibérément les progrès de la médecine...

Ainsi, dans la plupart des adresses aux éléments des forces de sécurité et de défense qui se trouvent dans les zones d'action, le Mindef ne s'est jamais lassé de réitérer cette appréciation que le président Paul Biya se fait de notre armée : une armée disciplinée, professionnelle et respectueuse des valeurs éthiques. Seulement, ce qui se passe depuis quelques jours dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest mérite plus qu'un simple haussement d'épaules, puisqu'il est

évident que tout pouvoir qui a laissé des séparatistes s'installer durablement sur son territoire en massacrant des soldats et les populations civiles, a vu l'armée ou la population se dresser contre lui pour le renverser. Le communiqué de la Division de la communication du ministère de la Défense est à cet effet suffisamment édifiant pour tirer la sonnette d'alarme, parce qu'il décrit avec exactitude les circonstances dans lesquelles une quinzaine de soldats de l'armée camerounaise ont récemment trouvé la mort dans la matinée du dimanche 12 septembre 2021 à Kikaikom dans l'arrondissement de Kumbo, et jeudi le 16 septembre 2021 à Bamessing dans l'arrondissement de Ndop, « au mépris du droit international humanitaire ».

DU SANG NEUF

Ce ne sont donc plus de simples bandes armées qui massacrent les soldats et les populations civiles dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. C'est un ennemi soutenu par les groupes armés de la bande du Delta du Niger (qui sont eux appuyés par des forces terroristes du Sahel) qui, à l'aide des lance-roquettes et des engins explosifs improvisés (Eei), a changé de paradigme de combat. Etant bien sûr clair que dès lors qu'un ennemi a commencé à faire usage des armes lourdes, des engins explosifs improvisés et des lance-roquettes anti-char, l'on ne doit plus minimiser ses agressions en continuant à adopter rien qu'une simple stratégie défensive sur le terrain, afin d'assurer la sécurité des hommes et des biens, comme cela a été le cas jusqu'à présent au Nord-Ouest et au Sud-Ouest. Il ne peut en être autrement : le Cameroun a désormais sur son sol une armée informelle d'occupation. Un sous-entendu qui signifie que le gouvernement camerounais a désormais aussi le feu vert pour déclarer un Etat d'exception, en adoptant un nouveau type de paradigme dans sa stratégie de combat. Seulement la mise en place de ce nouveau paradigme requiert toutefois du sang neuf, puisqu'on reproche aux différents responsables actuels de notre armée leurs rôles courtes et leur petit trot face à des entrepreneurs de guerre, otages de leurs pulsions primaires. Alors question : l'heure des hommes nouveaux à la tête de notre armée a-t-elle sonné ? On lirait dans les boules de cristal qu'on dirait qu'il faut de toute urgence ce sang neuf à l'Etat-major des armées... Etant entendu que le président Paul Biya a aujourd'hui pour l'un des soucis majeurs de ne pas transférer à la postérité les combats qu'il doit victorieusement mener sous son règne. Le gouvernement camerounais a décidé de passer à la vitesse supérieure, non seulement en injectant dans la chaîne de commandement du sang neuf, mais en ayant recours aux armes lourdes. Parmi les matériels majeurs de guerre, ceux fabriqués et commandés auprès du constructeur chinois Polytechnologies pour lesquels Mebe Ngo'o, l'ancien Mindef est aujourd'hui accusé au Tcs. On peut par exemple citer les chars de type « 07P », un véhicule blindé de transport de troupes propulsé par un moteur diesel turbocompressé.

La Nouvelle